

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/TPR/S/179
14 février 2007

(07-0539)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

Rapport du Secrétariat

CANADA

Le présent rapport, préparé pour le huitième examen de la politique commerciale du Canada, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au Canada des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mlle Katie Waters (tél.: 022 739 5067), M. Karsten Steinfatt (tél.: 022 739 6759), and Mr. Raymundo Valdés (tél.: 022 739 5346).

La déclaration de politique générale présentée par le Canada est reproduite dans le document WT/TPR/G/179.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Canada.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES	ix
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	ix
2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	x
3) ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES MARCHANDISES	x
4) MESURES VISANT LES EXPORTATIONS	xi
5) AUTRES MESURES AFFECTANT LE COMMERCE	xi
6) POLITIQUES SECTORIELLES	xii
 I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	 1
1) APERÇU GÉNÉRAL	1
2) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE	1
i) Production, productivité et emploi	1
ii) Politique monétaire, taux de change et prix	4
iii) Politique budgétaire	6
3) BALANCE DES PAIEMENTS	7
4) STRUCTURE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT	9
i) Commerce des marchandises	9
ii) Commerce des services	10
iii) Investissement étranger	10
5) PERSPECTIVES	11
 II. RÉGIME DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	 12
1) GÉNÉRALITÉS	12
2) CADRE JURIDIQUE GÉNÉRAL	12
3) ÉLABORATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET OBJECTIFS	13
4) RÉGIME DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	16
5) RELATIONS INTERNATIONALES	21
i) Organisation mondiale du commerce	21
ii) Accords commerciaux préférentiels et autres arrangements	22
iii) Aide pour le commerce	26
 III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	 29
1) GÉNÉRALITÉS	29
2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS	31
i) Procédures	31
ii) Règles d'origine	33
iii) Évaluation en douane	35
iv) Droits de douane	36
v) Autres impositions touchant les importations	41
vi) Restrictions quantitatives et régime de licences	43

	<i>Page</i>
vii) Mesures contingentes	46
viii) Règlements techniques, évaluation de la conformité et normes	53
ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires	58
3) MESURES TOUCHANT DIRECTEMENT LES EXPORTATIONS	63
i) Procédures	63
ii) Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation	65
iii) Prohibitions, restrictions et régime de licence à l'exportation	66
iv) Système de financement, d'assurance et de garantie des exportations	70
v) Promotion des exportations et aide à la commercialisation	75
vi) Autres mesures touchant les exportations	77
4) MESURES VISANT LA PRODUCTION ET LE COMMERCE	79
i) Cadre juridique de l'activité commerciale	79
ii) Incitations et autres aides accordées aux entreprises	82
iii) Marchés publics	87
iv) Entreprises commerciales d'État, entreprises d'État et privatisation	94
v) Politique de la concurrence et questions réglementaires	95
vi) Droits de propriété intellectuelle	99
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	108
1) GÉNÉRALITÉS	108
2) AGRICULTURE	109
i) Introduction	109
ii) Mesures à la frontière et mesures connexes	112
iii) Programmes nationaux	115
iv) Subventions à l'exportation	119
v) Entreprises commerciales d'État	120
3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE	122
i) Introduction	122
ii) Cadre institutionnel et juridique	125
4) SECTEUR MANUFACTURIER	128
i) Aéronautique	129
ii) Textiles et vêtements	130
iii) Construction navale	132
iv) Industrie automobile	133
5) SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION ET DE RADIODIFFUSION	134
i) Introduction	134
ii) Cadre institutionnel et juridique	135
6) SERVICES FINANCIERS	140
i) Introduction	140
ii) Services bancaires	142
iii) Services d'assurance	147
7) TRANSPORT MARITIME	149
8) TRANSPORT AÉRIEN	153
i) Introduction	153
ii) Cadre institutionnel et réglementaire	154

	<i>Page</i>
9) SERVICES PROFESSIONNELS	159
i) Services juridiques	159
ii) Services comptables	161
iii) Services d'architecture et d'ingénierie	163
 BIBLIOGRAPHIE	 165
 APPENDICE – TABLEAUX	 171

GRAPHIQUES*Page*

II.	RÉGIME DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	
II.1	Soutien concernant l'aide pour le commerce, 2001-2004	28
IV.	POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1	Dépenses publiques consacrées au soutien du secteur agroalimentaire, 1996-2006	111

TABLEAUX

I.	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
I.1	Quelques indicateurs macro-économiques, 2002-2006	2
I.2	Quelques indicateurs monétaires et indicateurs du taux de change, 2002-2006	5
I.3	Quelques indicateurs budgétaires, 2001-2006	6
I.4	Balance des paiements internationaux du Canada, 2002-2006	8
II.	RÉGIME DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	
II.1	Quelques restrictions concernant la participation étrangère, par secteur, 2006	18
II.2	Accords d'investissement bilatéraux, 2006	20
III.	POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
III.1	Structure du tarif douanier, 2002 et 2006	37
III.2	Taxes de vente des provinces, novembre 2006	42
III.3	Importations assujetties au régime de licences pour raisons non économiques, 2006	44
III.4	Ouverture d'enquêtes antidumping, 1er janvier 2002 au 30 juin 2006	48
III.5	Mesures compensatoires en vigueur au 30 juin 2006	51
III.6	Enquêtes en matière de mesures de sauvegarde, 2003-2006	52
III.7	Notifications de mesures SPS présentées à l'OMC, juillet 2002-mi-août 2006	59
III.8	Liste des marchandises d'exportation contrôlée, 2006	68
III.9	Programmes de financement, d'assurance et de garantie d'EDC, 2006	71
III.10	Principaux domaines des engagements financiers d'EDC: prêts commerciaux et portefeuilles d'assurance, 2002-2005	72
III.11	Programmes notifiés à l'OMC, exercice 2003/04	82
III.12	Crédits d'impôts et déductions fiscales applicables à l'impôt sur les sociétés, 2001 et 2006	84
III.13	Accords visant les marchés publics	90
III.14	Activités du TCCE en matière d'examen des marchés publics (exercices 2003-2006)	92
III.15	Caractéristiques essentielles des entreprises commerciales d'État	94
III.16	Législation nationale et accords internationaux concernant les droits de propriété intellectuelle	101
IV.	POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	
IV.1	Taux d'utilisation du niveau de préférence tarifaire de l'ALENA pour les exportations à destination des États-Unis, 2002-2005	131
IV.2	Institutions financières exerçant des activités au Canada	140
IV.3	Parts du marché intérieur (sièges-kilomètres offerts) – Principaux transporteurs aériens au Canada	154

APPENDICE – TABLEAUX

	<i>Page</i>
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	
AI.1 Exportations de marchandises, par groupe de produits, 1999-2005	173
AI.2 Importations de marchandises, par groupe de produits, 1999-2005	175
AI.3 Exportations de marchandises, par partenaire commercial, 1999-2005	177
AI.4 Importations de marchandises, par partenaire commercial, 1999-2005	178
AI.5 Transactions internationales de services, par catégorie, 1999-2005	179
AI.6 Exportations de services, par partenaire commercial, 1999-2004	180
AI.7 Importations de services, par partenaire commercial, 1999-2004	181
AI.8 Bilan des investissements internationaux, 2001-2005	182
II. RÉGIME DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS	
AII.1 Situation des plaintes relatives à l'ACI, 2003-2006	183
AII.2 État des notifications à l'OMC, 2003-2006	185
AII.3 Participation au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, 2003-2006	187
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES - ANALYSE PAR MESURE	
AIII.1 Analyse récapitulative des droits NPF appliqués par le Canada, 2006	191
AIII.2 Analyse récapitulative des droits appliqués dans le cadre d'accords préférentiels, 2006	193
AIII.3 Participation à des accords sur l'évaluation de la conformité, 2006	196
AIII.4 Programmes d'aide du gouvernement fédéral: recherche, technologie et innovation, 2006	198
AIII.5 Principaux programmes de crédits d'impôt des provinces et des territoires, 2006	199
AIII.6 Limites de base pour la passation de marchés établies par la Directive du Conseil du Trésor sur les marchés, 2006	201
AIII.7 Sociétés d'État, 2006	202
IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR	
AIV.1 Contingents tarifaires: taux d'utilisation et méthodes d'administration, 2006	203

OBSERVATIONS RÉCAPITULATIVES

1. Le régime commercial du Canada n'a pas subi de modification majeure depuis le précédent examen en 2003. Son ouverture sur l'extérieur a facilité l'ajustement de l'économie à plusieurs chocs extérieurs, et explique en partie les bons résultats économiques de la période considérée. Toutefois, la croissance de la productivité a été relativement lente, certaines activités agricoles sont encore protégées par d'importants obstacles au commerce, et il existe encore des restrictions à l'investissement étranger dans des secteurs tels que les télécommunications, l'audiovisuel ainsi que le transport aérien et maritime. La réforme de ces secteurs pourrait générer des économies pour le contribuable et le consommateur canadiens tout en renforçant la productivité et la concurrence sur le marché intérieur. À terme, l'élimination des distorsions encore induites par l'action des pouvoirs publics contribuerait à faire en sorte que le niveau de vie des Canadiens demeure parmi les plus élevés du monde.

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

2. Entre 2002 et 2005, la croissance annuelle moyenne du PIB s'est située juste au-dessous du potentiel de l'économie, qui est de 3 pour cent. Ce résultat global positif est le fruit de politiques macro-économiques judicieuses. Sur le plan budgétaire, l'administration fédérale affiche des excédents depuis le précédent examen. Les administrations provinciales exercent elles aussi une discipline budgétaire; pour l'exercice 2005-2006, leur excédent combiné correspond à 1 pour cent du PIB. La réduction de la dette fédérale a marqué des progrès: alors qu'il avoisinait les 44 pour cent en 2002-2003, le ratio de la dette au PIB est tombé à 35 pour cent en 2005-2006.

3. Le Canada continue de pratiquer le ciblage de l'inflation instauré en 1991, et l'inflation est demeurée dans la fourchette cible de 1 à 3 pour cent. Entre 2002 et le troisième trimestre de 2006, le dollar canadien s'est apprécié d'environ 40 pour cent en valeur

nominale par rapport au dollar des États-Unis. Son appréciation en termes réels au cours de cette période a été de l'ordre de 36 pour cent. Au quatrième trimestre de 2006, il s'est déprécié quelque peu, aussi bien en valeur réelle qu'en valeur nominale.

4. Le commerce international et l'investissement étranger revêtent une importance particulière pour le Canada, qui occupe le cinquième rang mondial au chapitre des échanges de marchandises. En 2005, le commerce des marchandises et des services équivalait à près de 72 pour cent du PIB national. La majeure partie des échanges du Canada s'effectue encore avec les États-Unis (71 pour cent des échanges de marchandises en 2005), mais l'origine des importations s'est diversifiée, l'évolution majeure à cet égard étant le rôle grandissant de la Chine en tant que fournisseur. Par ailleurs, la composition des échanges de marchandises s'est nettement modifiée car la part des combustibles dans les exportations totales est passée de 14 pour cent en 2001 à 20 pour cent en 2005. Durant la même période, les flux d'IED sortant ont augmenté de 16,5 pour cent (pour passer à 465 milliards de dollars canadiens), tandis que les flux d'IED entrant progressaient de 22,1 pour cent (pour passer à 416 milliards de dollars canadiens).

5. Le bon comportement de l'économie canadienne ces dernières années est à la fois le témoignage et en partie le résultat de sa flexibilité, car sa croissance s'est inscrite dans un contexte marqué par des chocs importants, y compris la flambée des coûts de l'énergie, l'essor de la production pétrolière et gazière et l'appréciation du taux de change. Au demeurant, on observe une croissance relativement lente de la productivité, qui s'explique peut-être par un manque d'intensification capitaliste dans les années 90. Pour accélérer la croissance de la productivité, on pourrait, entre autres, éliminer les obstacles aux importations agricoles, lever les restrictions à l'investissement étranger, réduire au minimum les subventions qui faussent la concurrence et

démanteler les obstacles au commerce intérieur.

2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

6. Le cadre de la politique commerciale et de la politique d'investissement n'a pas beaucoup changé depuis 2003. Il repose sur un partage des compétences entre l'administration fédérale et les administrations provinciales et comporte des consultations régulières entre le gouvernement fédéral, les provinces, les branches de production, les organisations non gouvernementales, les groupes d'intérêts et le public en général. Il comporte aussi un accord qui vise à identifier et à réduire les obstacles interprovinciaux au commerce et à l'investissement. Le Canada a déclaré que ses perspectives de croissance étaient subordonnées à l'existence de marchés mondiaux ouverts et d'un environnement commercial stable, prévisible et transparent.

7. Le Canada participe activement aux travaux de l'OMC; il considère celle-ci comme le pilier central de sa politique commerciale et comme le meilleur cadre pour une amélioration à grande échelle de l'accès aux marchés dans de nombreux domaines qui présentent pour lui de l'intérêt. Il a fait un grand nombre de propositions dans le cadre du cycle de négociations en cours à l'OMC. Parallèlement à l'approche multilatérale, il participe à des initiatives préférentielles en matière de commerce et d'investissement, même s'il n'a conclu aucun nouvel accord commercial préférentiel depuis 2003. Il attache la plus haute importance à la gestion de ses relations commerciales avec les États-Unis, qui s'inscrit en grande partie dans le cadre de l'ALENA et de l'OMC.

8. La politique générale du Canada à l'égard de l'investissement direct étranger est celle du traitement national; il existe néanmoins des restrictions sectorielles spécifiques en ce qui concerne la pêche, les industries extractives et l'énergie, le transport aérien, les télécommunications et les activités

culturelles. De plus, au-delà d'un certain seuil, l'acquisition étrangère fait l'objet d'un examen qui vise à s'assurer qu'elle se traduit par un "avantage net" pour le Canada.

3) ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES MARCHANDISES

9. Le Canada n'a apporté que des modifications mineures à son régime commercial depuis 2003. Il accorde au moins le traitement NPF à tous les Membres de l'OMC. La moyenne simple des droits NPF appliqués a légèrement fléchi, tombant de 6,8 pour cent en 2002 à 6,5 pour cent en 2006. Environ 53 pour cent de l'ensemble des positions tarifaires relevaient, en 2006, du régime de la franchise de droits. Cette même année, la moyenne des droits appliqués aux produits agricoles (définition de l'OMC) s'est établie à 22,4 pour cent, contre 3,8 pour cent pour les autres produits. Ce sont les produits agricoles soumis à la gestion de l'offre qui bénéficient de la protection tarifaire la plus importante. On observe une progressivité des droits entre les demi-produits et les produits finis. En vertu des décrets de remise, des réductions tarifaires sont accordées pour certaines marchandises utilisées à des fins spécifiques.

10. Au titre des préférences tarifaires unilatérales, le Canada accorde l'accès en franchise de droits et sans contingent pour la quasi-totalité des importations en provenance des pays les moins avancés, à l'exception du Myanmar. Il consent également des préférences tarifaires dans le cadre des accords de libre-échange qu'il a conclus avec le Chili, le Costa Rica, Israël ainsi que le Mexique et les États-Unis; l'Australie et la Nouvelle-Zélande bénéficient elles aussi de préférences appliquées à un nombre très restreint de produits. Pour de nombreux autres Membres de l'OMC, la participation du Canada aux négociations et aux accords commerciaux préférentiels suscite des préoccupations quant aux ressources qui sont ainsi détournées du système commercial multilatéral.

11. Les taxes intérieures s'appliquent uniformément aux produits importés et aux produits nationaux; font exception à cette règle le vin produit à partir de raisin canadien, qui est exonéré du droit d'accise fédéral, et la production initiale des brasseurs canadiens, qui bénéficie d'une réduction du droit d'accise par rapport à la bière importée.

12. Durant la période considérée, le Canada a beaucoup moins recouru aux mesures contingentes. À la fin de juin 2006, il comptait 48 mesures antidumping en vigueur – contre 91 en 2003 – de même que cinq mesures compensatoires. Aucune des trois enquêtes en matière de sauvegardes qui ont été ouvertes depuis 2003 n'a abouti à l'imposition de mesures. Au chapitre des droits antidumping, le Canada met en œuvre un système prospectif dans le cadre duquel les exportateurs sont informés des valeurs normales des produits qu'ils exportent vers son territoire. Si une vente ultérieure s'effectue à un prix égal ou supérieur à la valeur normale du produit en question, aucun droit n'est perçu. Une marchandise peut être assujettie simultanément à une mesure antidumping, une mesure compensatoire et une mesure de sauvegarde.

13. Les restrictions quantitatives à l'importation et les prescriptions en matière de licences reposent, pour l'essentiel, sur des considérations liées à la sécurité, à la sûreté, à l'environnement, à la santé et à l'hygiène publique. L'importation des véhicules d'occasion est interdite, sauf s'ils proviennent des États-Unis. Dans le cadre du régime fédéral canadien, l'administration fédérale ainsi que les administrations des provinces et territoires sont habilitées à promulguer des règlements techniques et des mesures sanitaires et phytosanitaires. Le Canada a notifié de nombreux règlements et mesures à l'OMC durant la période considérée, dont un règlement technique relevant de la sphère provinciale/territoriale. Il examine actuellement d'autres moyens de faciliter la notification en temps opportun des règlements techniques pertinents adoptés au niveau infranational.

4) MESURES VISANT LES EXPORTATIONS

14. Le Canada dispose de plusieurs programmes d'aide à l'exportation. Exportation et développement Canada (EDC), sa principale institution de crédit à l'exportation, offre divers programmes de financement et d'assurance en la matière. Ses activités de financement ont donné lieu à la constitution de deux groupes spéciaux de l'OMC, qui ont conclu l'un et l'autre que certains aspects de ces activités étaient incompatibles avec les règles multilatérales. Les garanties à l'exportation sont offertes par la Corporation commerciale canadienne. Les différents niveaux d'administration mènent une action coordonnée pour aider les entreprises à développer leurs exportations. Il existe aussi des programmes d'exonération fiscale et tarifaire ciblés sur des produits d'exportation.

15. Les exportations de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis donnent lieu au prélèvement d'une taxe à l'exportation lorsque le prix de référence convenu tombe en deçà d'un certain seuil. Cette disposition résulte d'un accord conclu entre les États-Unis et le Canada, et qui a mis fin à un long différend commercial relatif aux droits antidumping et droits compensatoires que les États-Unis appliquaient aux importations de résineux canadiens. Les produits du tabac de fabrication canadienne sont eux aussi frappés d'une taxe à l'exportation, dans le but de freiner la contrebande.

5) AUTRES MESURES AFFECTANT LE COMMERCE

16. Le Canada a recours à des mesures fiscales pour stimuler son économie et en accroître la compétitivité. Il octroie aussi des aides visant à promouvoir l'innovation. L'impôt fédéral sur les bénéfices des sociétés a été ramené de 28 pour cent en 2000 à 21 pour cent en 2004. Divers crédits d'impôt sont offerts tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial/territorial.

17. Le Canada est partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. Cela exclut

toutefois les marchés des administrations infrafédérales, qui représentent une importante fraction du total. Le Canada a déclaré qu'il ne présenterait une offre au niveau sous-central que si d'autres parties étaient disposées à inclure des secteurs jugés prioritaires pour les fournisseurs canadiens, et à limiter le recours aux marchés réservés.

18. La liste des entreprises commerciales d'État du Canada est demeurée inchangée durant la période considérée. Parmi ces entreprises figurent la Commission canadienne du blé, la Commission canadienne du lait, l'Office canadien de commercialisation du poisson d'eau douce, les dix sociétés de commercialisation des boissons alcoolisées (régies des alcools) au niveau des provinces et territoires et la Commission ontarienne de commercialisation des haricots.

19. S'agissant de la propriété intellectuelle, des modifications ont été apportées à la Loi sur les brevets pour permettre la mise en œuvre de la Décision du 30 août 2003 sur les ADPIC et la santé publique. De même, le Règlement sur les médicaments brevetés (avis de conformité) et les dispositions du Règlement sur les aliments et drogues qui concernent la protection des données ont été modifiés en octobre 2006 afin de garantir une période minimale (huit ans) d'exclusivité sur le marché pour les nouveaux médicaments novateurs et de répondre aux préoccupations concernant le moment où les médicaments génériques font leur entrée sur le marché à l'expiration des brevets pertinents. La Loi sur les marques de commerce a elle aussi été modifiée; selon les nouvelles dispositions, il sera progressivement mis fin à l'utilisation des noms de vins et de spiritueux européens sur les étiquettes de produits canadiens.

6) POLITIQUES SECTORIELLES

20. Le Canada est hautement compétitif dans la production de nombreuses denrées agricoles, et se classe parmi les principaux exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires. Selon les calculs de

l'OCDE, le soutien public global au secteur agricole s'est accru depuis le précédent examen en 2003, essentiellement en raison de l'augmentation des paiements ponctuels liés à des problèmes sanitaires ou climatiques. L'OCDE indique toutefois que ce soutien reste inférieur à la moyenne de ses membres et qu'il engendre relativement moins de distorsions des échanges. Le Canada soutient considérablement les produits soumis à la gestion de l'offre (produits laitiers, poulet, dinde, œufs et œufs d'incubation de poulets à rôtir), y compris en imposant des tarifs hors contingent élevés (souvent supérieurs à 200 pour cent). Dans certains cas, les volumes contingentaires sont restreints, réservés à certains pays ou offerts aux partenaires préférentiels à des taux réduits.

21. Dans certaines provinces, des offices regroupant des producteurs réglementent la commercialisation de certains produits, y compris en fixant les prix. La Commission canadienne du blé (CCB) détient le monopole des ventes à l'exportation ainsi que des ventes intérieures pour la consommation humaine en ce qui concerne le blé et l'orge produits dans l'ouest du pays. Un groupe de travail créé par le ministre responsable de la CCB a recommandé l'élimination progressive de son monopole. Durant la période considérée, le Canada a adopté certaines modifications législatives pour se conformer à une décision qui avait été rendue par un groupe spécial de l'OMC sur la compatibilité – au regard des règles de l'Organisation – de deux mesures visant les céréales importées. Par ailleurs, il est parvenu à une solution mutuellement convenue avec deux Membres de l'OMC, dans des différends qui concernaient ses subventions à l'exportation de produits laitiers.

22. Le Canada figure parmi les principaux exportateurs de minéraux, de métaux et d'énergie, son principal marché d'exportation étant les États-Unis. Plusieurs provinces et territoires offrent des incitations fiscales pour la transformation des minéraux qui sont extraits sur leur territoire. Pour ce qui est du pétrole et du gaz, l'approbation

officielle d'un investissement peut être liée, dans certains cas, à des prescriptions de teneur locale. Dans le secteur de l'électricité, le degré de concurrence et de participation étatique varie d'une province à l'autre.

23. *L'Ontario et le Québec sont les pôles de l'activité manufacturière au Canada. L'administration fédérale et certaines administrations provinciales ont continué d'appliquer – ou ont instauré – des stratégies ou des incitations visant à aider certains secteurs. Parmi les secteurs en question figurent l'aéronautique, les textiles, la construction navale et l'automobile. Toutefois, le secteur manufacturier a continué de perdre de l'importance du point de vue de sa contribution relative à la valeur ajoutée et à l'emploi, car les facteurs de production ont été attirés vers les activités primaires et le secteur des services; en 2005, sa contribution au PIB s'est établie à 16,5 pour cent, contre 17,5 pour cent en 2002.*

24. *Aucune modification majeure n'a été apportée au cadre réglementaire qui régit les services de télécommunication, la radiodiffusion/télédiffusion, les services financiers et les transports. Dans le secteur des télécommunications, les entreprises propriétaires d'installations fournissant des services au Canada doivent être détenues et contrôlées par des Canadiens. La législation en matière de radiodiffusion/télédiffusion limite le contenu étranger dans un certain nombre de domaines pour faire en sorte que la population ait un accès minimal à des*

contenus culturels canadiens. Le système financier canadien, bien développé et diversifié, a affiché de bons résultats. Le secteur bancaire est ouvert à la concurrence étrangère, mais des restrictions à la propriété du capital s'appliquent pour les banques canadiennes et étrangères. Les sociétés d'assurance doivent détenir une licence dans chaque province où elles opèrent, ce qui peut compliquer l'accès aux marchés pour les fournisseurs étrangers.

25. *Dans le secteur du transport maritime, le cabotage demeure réservé aux navires battant pavillon canadien, mais l'accès est ouvert aux navires étrangers lorsque aucun navire immatriculé au Canada n'est à la fois adapté et disponible. Dans le secteur du transport aérien, la concurrence s'est renforcée avec l'essor des compagnies bon marché. Toutefois, les compagnies aériennes étrangères ne peuvent pas fournir de services de cabotage, et la participation étrangère au capital des compagnies aériennes canadiennes est plafonnée à 25 pour cent des actions avec droit de vote et soumise à un examen souple pour la détermination du contrôle de fait.*

26. *Presque toutes les professions sont réglementées au niveau provincial/territorial, et des efforts croissants sont déployés pour faciliter la mobilité professionnelle interprovinciale/interterritoriale. Des prescriptions de citoyenneté et de résidence s'appliquent encore dans certains cas, mais certains obstacles ont été levés ces dernières années.*

